

**Nations unies - Israël - Palestine -
Réponse de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargée des affaires
européennes, à une question au
gouvernement à l'Assemblée
nationale**
(Paris, 29 novembre 2017)

Question sur le 70e anniversaire de la résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations unies

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Vous avez raison. La résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations unies est un texte fondateur, puisqu'il prévoit le partage de la Palestine mandataire en deux États, ainsi qu'un régime international spécial pour Jérusalem. 70 ans après, je tiens à réaffirmer ici l'engagement de la France pour la solution à deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité, au sein de frontières internationales reconnues, avec Jérusalem pour capitale des deux États.

L'objectif est clair, les paramètres sont connus, c'est le chemin qui est difficile. Il est indispensable de rappeler ces principes, au moment où, sur le terrain, mais aussi dans les esprits, la colonisation et la violence portent atteinte aux conditions de la solution à deux États.

La France est prête à prendre toute sa part dans la relance d'une dynamique politique, en maintenant une position à la fois indépendante et équilibrée.

Le président de la République l'a évoqué avec le président Abbas et avec le Premier ministre Netanyahu lors de leur visite respective à Paris cet été. Les visites dans la région du président de la République et du ministre de l'Europe et des affaires étrangères l'année prochaine s'inscriront également dans cette perspective.

Soyez assuré que la France poursuivra ses efforts en vue d'une solution à deux États au Proche-Orient, la seule voie possible./.